

Initiatives ministérielles

n'êtes pas sans savoir que le déficit a été d'environ 30 milliards pour un certain nombre d'années et cette année, on nous dit qu'il va sans doute dépasser les 30 milliards. Je l'ai dit à plusieurs reprises, je vous l'ai mentionné et j'ai quand même un document signé par l'ancien ministre des Finances, M. Wilson, qui indiquait que la dette était quand même de 170 milliards, ce qui est beaucoup d'argent, en 1984 lorsque le Parti conservateur a formé le nouveau gouvernement. Cette dette dépassera, a déjà dépassé, je crois, les 400 milliards.

Et donc, les Canadiens se disent: Regardez toutes les augmentations d'impôts que nous avons dû payer. S'il y avait eu un certain succès au point de vue du déficit et de la dette, j'ai l'impression qu'ils seraient beaucoup plus prêts à accepter ce qui se passe. Mais il n'y a pas eu d'améliorations; il y a même eu une détérioration et ils n'aiment aucunement cela.

[Traduction]

Tout comme moi, de nombreux Canadiens se demandent comment le gouvernement peut se vanter de contrôler ses dépenses et affirmer que le plafonnement du RAPC ainsi que la réduction des transferts en matière de santé et d'éducation aident à enrayer le déficit et la dette. La santé et l'éducation perdent des milliards de dollars. On parle d'une réduction de 30 milliards entre 1986 et 1995, soit 20 milliards de moins pour la santé et 10 milliards de moins dans le cas de l'éducation.

Le gouvernement exerce effectivement un certain contrôle, mais au détriment des provinces, des territoires et des citoyens de ces localités. Comment peut-il se vanter de contrôler la dette alors qu'il s'en décharge sur le dos de son voisin?

Je voudrais vous dire, monsieur le Président, ainsi qu'à mes collègues et à tous ceux qui nous écoutent, qu'il faudrait réexaminer la situation. Il faudrait étudier très sérieusement les liens qu'il y a et qu'il doit y avoir entre le développement économique et le développement social. Nous devons être sensibles aux besoins des plus démunis. En leur refusant ce dont ils ont besoin pour améliorer leur sort ou pour avoir ne serait-ce qu'une certaine qualité de vie, nous nous nuisons à nous-mêmes et à l'ensemble du pays. Nous pénalisons tous les Canadiens, car ces personnes ne peuvent alors participer pleinement à la vie de la société, et cela accentue les tensions qui existent dans notre pays.

Il faut un équilibre entre le développement économique et le développement social. Je me réjouis que mon

parti s'intéresse autant à cette question, de même qu'à l'importance d'une juste fiscalité; je me félicite qu'il ait passé des mois à mettre au point des solutions qui tiennent plus compte des besoins des Canadiens et que ces derniers jugeront plus justes et plus acceptables. Ces solutions devraient être annoncées sous peu.

• (1140)

Je voudrais insister sur deux points avant de terminer. Je veux qu'on se rende bien compte qu'en étant insensibles aux besoins des plus démunis, nous nous trompons et nous trompons l'ensemble des Canadiens; ce n'est peut-être pas intentionnel, mais c'est la réalité. On sait que les enfants pauvres sont dans un cercle vicieux et que, d'une manière générale, ils ont de très mauvais résultats à l'école. Que leur réserve l'avenir?

Je vois que mon temps de parole tire à sa fin. Je regrette qu'on semble vouloir adopter cette mesure, car je n'y vois aucun avantage. En cette année 1992 qui marque le 125^e anniversaire du Canada, nous devrions pouvoir célébrer l'adoption de mesures favorables aux plus démunis, mais ce n'est malheureusement pas le cas.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue d'avoir si bien exprimé le rapport qui existe entre le développement social et le développement économique dans le processus d'élaboration des politiques. C'est exactement le point que je cherchais un peu plus tôt à faire comprendre au NPD. Si l'on porte beaucoup d'intérêt aux moyens de développement économique au pays, il est alors plus facile d'atteindre les objectifs sociaux que visent, j'en suis sûr, tous les députés.

La question à l'étude m'inquiète vivement du fait que nous semblons outrepasser les limites quand nous pratiquons des compressions. Nous agissons un peu comme un pilote qui effectue un piqué, comme nous en voyons dans les spectacles aériens. Si le pilote ne redresse pas son appareil à temps, s'il dépasse la limite, il ne peut plus remonter. Avec sa politique excessivement agressive, le gouvernement est en avance d'un an et demi sur les objectifs qu'il s'était fixé pour juguler l'inflation. Il a outrepassé les limites dans sa tentative de maîtriser l'inflation et de régler d'autres problèmes. À mon avis, nous sommes à 200 000 ou 300 000 chômeurs près d'une révolution au pays. Les gens commencent à affirmer très ouvertement que nos institutions ne marchent pas, qu'elles ne fonctionnent pas.